

née de travail. La plupart des villages sont reliés aujourd'hui à une conduite d'eau, mais très peu de familles disposent d'un raccordement dans leur propre maison.

L'eau doit encore être prélevée à un robinet au village pour être portée dans des bidons jusque dans les maisons; les jardins qu'ils entourent sont aussi arrosés à la main. Le nombre croissant des adductions d'eau a eu un effet tout à fait positif sur la culture de nombreux légumes, comme l'indispensable piment rouge des plats bhoutanais.

Lorsqu'il s'agit de faire sa propre toilette, les Bhoutanais ne sont pas trop pointilleux. Les faibles températures des régions élevées n'incitent pas, contrairement aux régions plus basses et plus chaudes, au bain quotidien ou à une toilette fréquente. Certaines



personnes âgées ne se baignent que durant les jours propices d'un point de vue astrologique. Un bain pris sans discernement peut conduire, selon elles, à se laver de sa propre chance. Autrefois, faire sa toilette était traditionnellement une occasion spéciale, qui impliquait des actions particulières. Ainsi, le spectacle des moines en route pour leur bain hebdomadaire dans la rivière était impressionnant. Accompagnés d'une musique rituelle, les moines avançaient en procession depuis le dzong jusqu'au lieu du bain. La cérémonie était sacrée.

L'eau n'est plus gratuite

La valeur de l'eau était évidente dans la société traditionnelle en premier lieu parce qu'il fallait y consacrer autant de temps que d'efforts pour s'en procurer. L'augmentation des approvisionnement en eau potable, une partie importante du travail de développement actuel, s'est largement répercuté sur le mode de vie. Par la construction de près de 2000 adductions d'eau dans les zones rurales de différentes régions du pays et l'introduction de dispositifs d'accès à l'eau potable dans des zones urbaines, 78% de la

population rurale et 90% de la population citadine du Bhoutan ont théoriquement accès à une installation en eau aujourd'hui. Pema Rinchen est le frère aîné d'Aum Yangzom. Dans son village, il était responsable de l'entretien de l'approvisionnement en eau potable avant qu'il ne parte à Thimphu, la capitale. Il avait été payé pour contrôler régulièrement la source et pour organiser des travaux d'entretien afin que les prises d'eau continuent à fonctionner au mieux. Lorsqu'il arriva à Thimphu, il était heureux et reconnaissant de voir couler l'eau des robinets dans sa cuisine. Aucun entretien n'était nécessaire et il recevait l'eau gratuitement. Un problème est toutefois bientôt apparu: le réservoir ne se remplissait que durant quelques heures au cours de la journée, contrairement à ce qui se passait dans son village où l'eau était disponible en permanence.

Mais cette situation est déjà ancienne. L'année 1996 vit se produire un changement important, lorsque des compteurs d'eau furent introduits au Bhoutan. L'administration de Thimphu passa à un décompte individualisé des taxes pour couvrir les coûts de l'eau mise à disposition. D'autres villes suivirent cet exemple. Avant l'introduction des compteurs, les gens consommaient l'eau sans réserve, ce qui a conduit à des pertes en raison de réservoirs débordants, du manque d'entretien des conduites, ainsi que de robinets mal fermés. On estimait que la perte en eau à Thimphu représentait 75% du volume total utilisé – un habitant de Thimphu consommait en effet plus de 300 litres par jour, soit plus qu'une personne vivant en Suisse. Quoi qu'il en soit, les gens étaient généralement d'accord qu'il était injuste de devoir payer pour une ressource librement disponible dans la nature. L'introduction de décomptes mensuels de taxes provoqua craintes et rejet.

L'installation du premier compteur d'eau dans la résidence du vice-ministre de la communication à Thimphu a été un pas en avant d'une valeur symbolique évidente. Après quelques mois, les discussions animées se calmèrent et les citoyens acceptèrent finalement de devoir payer pour l'acheminement et le traitement de l'eau. Le taux de refus a fortement diminué et n'est plus un réel problème actuellement. Seule la déviation illégale de l'eau doit encore être réprimée de temps à autre. Aujourd'hui, un ménage moyen débourse 25 ngultrums par mois, ce qui équivaut à un demi dollar environ. Mais une chose n'a pas changé depuis que Pema Rinchen s'est installé à Thimphu: la tentative d'approvisionnement la ville sans interruption a échoué. Les réserves prévues pour trois jours étaient déjà épuisées après

quelques heures. Pour cette raison, on a dû revenir à un système de coupures: l'eau n'est maintenant disponible que trois fois par jour durant quelques heures, le matin, à midi et le soir. Seul l'hôpital est approvisionné 24 heures sur 24 grâce à un réservoir séparé.

En fin de vie

Durant la longue et heureuse vie qui lui a été prédite à sa naissance, Pema Tshomo sera sans cesse confrontée à des rituels dans lesquels l'eau joue un rôle. Il y a ainsi au Bhoutan trois manières différentes de traiter les morts. La voie qui accorde le plus grand mérite à la personne décédée est celle qui consiste à livrer le cadavre aux vautours affamés. Cette manière de faire n'est toutefois plus guère en usage de nos jours, la crémation est devenue plus courante et les cendres sont ensuite dispersées dans l'eau. Les nouveaux-nés et les enfants en dessous de cinq ans ne sont pas incinérés. Ils sont déposés dans des grottes isolées ou dans des fleuves. Les personnes qui décèdent durant leur 8^{ème} année ne peuvent pas non plus être incinérées, car on raconte qu'elles exerceraient ainsi une influence néfaste sur toute la région. Pour cette raison, leurs cadavres sont posés dans une caisse ou une corbeille et conservés dans un fleuve jusqu'au prochain solstice. On pense que les défunts gagnent ainsi une année supplémentaire; ils pourront alors être incinérés et leurs cendres seront dispersées dans l'eau.

Selon les astrologues bhoutanais, livrer les cendres ou le corps à l'eau s'avère être une bonne voie parce que cet élément contribue à renforcer l'intelligence et la vigilance de personnes décédées, ce qui est un avantage sur le chemin de la renaissance. Ainsi, pour Pema Tshomo comme pour toutes les Bhoutanaises et les Bhoutanais, l'eau est à la fois une constante et un élément de transition d'une vie à la suivante. Et c'est toujours l'eau qui confère réconfort et stabilité en périodes de changements.

Kunzang Choden a étudié la psychologie et la sociologie, elle a travaillé entre autres pour le programme de développement de l'ONU au Bhoutan et a publié différents ouvrages (contes populaires, thèmes féminins).

Dieter Zürcher est géographe et directeur du programme Helvetas/DDC pour le Bhoutan à Thimphu depuis 1999.

Le texte ci-dessus est un extrait traduit d'un chapitre de l'ouvrage photographique «Bhutan's Precious Waters», qui paraîtra en anglais au printemps 2003 chez Sterling Publishers, New Delhi.

Dzong: monastère, siège de l'administration et de la communauté des Drukpas.

La douleur de la pierre sous le soleil

Seul celui qui a vécu en Haïti peut vraiment comprendre ce pays. C'est aussi le cas en ce qui concerne l'eau, notamment dans la capitale, Port-au-Prince. Compte-rendu sur une dure réalité du point de vue des personnes concernées.

■ Par Sandra Fourcand Dulyx

Dans le village, deux clans rivaux sont en conflit depuis si longtemps que les jeunes ne peuvent plus se souvenir des raisons de cette haine. Mais on ne s'étonnera pas qu'en dépit des interdits, Anaise et Manuel oseront s'aimer. Après maintes menaces, luttes et déchirements marqués du sceau de la terre asséchée, Anaise et Manuel trouveront la source qui ramènera l'eau et l'unité parmi les villageois. Pourtant Manuel le paiera de sa vie. «Gouverneurs de la rosée», le célèbre roman de Jacques Roumain, l'un des plus grands écrivains haïtiens, montre bien que cette eau tellement nécessaire à la vie n'a pas de prix et que d'elle dépendent la prospérité et l'unité d'un peuple. Les «Gouverneurs de la rosée» d'aujourd'hui, les porteurs d'espoirs, ce sont des ONG, des associations ou des comités de quartier engagés qui font jaillir l'eau des fontaines, construisent des canaux, récupèrent l'eau de pluie, irriguent les champs, souvent dans des conditions difficiles et avec des moyens limités.

Port-au-Prince

Port-au-Prince, avec ses deux millions d'habitants, se trouve encastrée entre la montagne et la mer. Ce territoire explose de tous côtés: surpopulation, bidonvillages grandissants, absence d'infrastructures... Pour maintenir à peu près l'équilibre de la ville, il faut résoudre des questions d'urbanisme, particulièrement celles d'assainissement et d'environnement. Au cours des années, les inondations fréquentes de la ville ont laissé leurs empreintes. L'absence d'une politique de reboisement des montagnes avoisinantes rend Port-au-Prince plus fragile encore. La terre, les déchets naturels et les ordures ménagères envahissent la ville avec les pluies torrentielles saisonnières – l'eau emporte tout avec elle. Tout descend vers la

ville, les ordures obstruent les canalisations, les trottoirs et les rues. Pendant cette saison, la vie dans certains quartiers est à peine supportable mais les appels à l'aide de la population ne sont pas entendus. Puis vient la saison sèche avec son lot de poussière et d'affections respiratoires. Durant quatre mois, l'eau se fait rare et plus chère encore. Vers septembre, c'est la période des cyclones. Le département du Centre, dans lequel Port-au-Prince se situe, est certes protégé par un mur de montagnes, mais il suffit que le cyclone se fraie un passage par la baie pour tout détruire sur son passage.

L'eau à tout prix

Nous avons tous besoin d'eau pour vivre, mais certains vivent grâce au commerce de l'eau. Depuis de nombreuses années, le commerce de l'eau de source est florissant à Port-au-Prince, de l'eau traitée, de l'eau pour la consommation ménagère: un commerce qui franchit toutes les limites, déjà par le choix du récipient, du plus petit au plus grand. C'est le verre d'eau vendu à 50 centimes, traité avec des pastilles spéciales qui purifient et doivent détruire les bactéries – il est prisé par les marchands ambulants et les gens à très faible revenu; une entreprise locale écoule des sachets plastiques contenant une eau traitée pour 2 gourdes (1 franc = 15 gourdes environ); la bouteille d'un litre et demi d'eau purifiée localement coûte entre 15 et 20 gourdes; les bouteilles importées de même contenance peuvent atteindre 40 gourdes. Et 15 gallons, dans un bidon que l'on échange contre un récipient conquis de même contenance, se vendent à 35 gourdes. Le monde de l'approvisionnement en eau ménagère est très variable, comme l'est la qualité de l'eau: des enfants récupèrent l'eau d'évacuation des maisons, alors que d'autres personnes se font livrer



Différents chemins en Haïti pour obtenir de l'eau potable: la longue marche avec le seau ou le trajet jusqu'au vendeur qui propose des portions d'eau dans des sachets en plastique.

un camion d'eau à domicile pour un prix allant de 1'000 à 2'500 gourdes selon la distance qu'il aura dû parcourir. Pour l'usage ménager, il existe encore le système des fontaines, le plus répandu, accessible à tous. Un seau d'eau, appelé «bokit», coûte 50 centimes. C'est autour d'une fontaine que nous avons rencontré un groupe d'enfants et d'adolescents. Ils nous

ont raconté leur pèlerinage quotidien, sous le regard méfiant des riverains.

Un marché de l'eau quotidien

Dans le quartier populaire de «Bois Jalouisi», situé sur les hauteurs à quelques kilomètres du centre-ville, la famille de Mariela vit sans eau courante, comme toutes celles du bidonville. Des jeunes enfants, dès l'âge de 4 ou 5 ans, sont envoyés à la fontaine la plus proche. Chaque jour à l'aube, en compagnie d'autres enfants du voisinage, ils vont chercher l'eau pour les besoins ménagers. Ils emportent tous les récipients possibles, cruches et bouteilles en plastique pour les plus petits, seaux pour les aînés. Après avoir marché pendant plus d'une demi-heure, ils prennent leur place dans la file et attendent leur tour, non sans s'impatienter. Lorsque les récipients sont pleins et payés, ils sont posés sur une «trotteb», sorte de linge ou de paille enroulée qui permet de mieux équilibrer le poids du seau sur la tête. Une heure plus tard, Mariela arrive complètement trempée chez elle et doit se préparer en un temps record pour l'école, où elle passera le reste de la journée. «C'est Dieu qui nous donne l'eau», dit Mariela, «mais je dois la payer très cher».

A Port-au-Prince, une famille du quartier résidentiel de Pacot se fait livrer un camion d'eau de 3 000 gallons: tous les deux mois, pour les besoins ménagers et pour remplir sa piscine. Cette eau sert aussi à laver le linge des sept membres de la famille. Une bonne gestion des réserves d'eau est difficile et doit être planifiée avec précision. En plus de sa citerne, la famille dispose de deux bars, appelés «troums», dans lesquels l'eau de pluie est recueillie grâce à une bonne gouttière de part et d'autre du toit. Tous les deux jours, ils devront en plus acheter de l'eau potable dans un bidon de 5 gallons, pour cuisiner et pour boire. En moyenne, la famille dépense 2 500 gourdes par mois rien que pour l'eau.

Un approvisionnement national en eau

L'approvisionnement en eau potable fonctionne tant bien que mal. Ce que Mariela et même la famille aisée du quartier de Pacot doivent entreprendre quotidiennement pour se procurer de l'eau n'a rien d'exceptionnel pour la majorité des habitants de Port-au-Prince. D'autant plus que, sur une population de 2 millions d'habitants, seules 27 500 familles bénéficient d'un abonnement à la CAMEP (Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable). En 1996, la CAMEP estimait que le nombre de personnes desservies s'élevait à 632 000, soit un

Richesse et pauvreté dans la capitale d'Haïti, Port-au-Prince: ici le quartier résidentiel d'une petite élite...



La CAMEP est profondément plongée dans les chiffres rouges et ne peut plus répondre sérieusement aux attentes de la population. De plus, le gel de l'aide financière internationale a remis en question la réalisation de certains projets essentiels en 2001. Un ingénieur confirme que le débit des sources défavorisées depuis huit ans environ, il est financé par l'Union européenne et réalisé par la CAMEP. Les points d'eau sont dorénavant gérés par des «Komite Dlo», la CAMEP a installé un «système de compteurs» et les comités lui versent une redevance mensuelle. Lionel paie aujourd'hui 35 centimes pour un seau de 5 gallons. «La qualité de vie de la population s'est vraiment améliorée», dit-il, «l'eau nous apporte beaucoup». Lionel vit avec sa femme et ses trois enfants en bas âge. Il ne travaille plus depuis que l'usine où il était engagé a fermé ses portes. Travailler la terre? Il sourit: «Je n'ai pas de terre, mon frère et moi avons dû vendre notre petite parcelle car nous devions aller à l'étranger. Malheureusement, mon frère va bien je crois, il m'écrit de temps en temps». «Envoie-t-il aussi de l'argent?» «Oui, bien sûr, sinon

Les quartiers défavorisés

Lionel vit dans un quartier pauvre de Port-au-Prince, une partie de la ville aux égouts nauséabonds, aux eaux stagnantes, dans lequel vivent des centaines de personnes. Il raconte que huit ans auparavant, il n'y avait



Des enfants de tous âges vont chercher de l'eau au robinet public le matin (à gauche). Celui qui en a les moyens fait livrer l'eau à son domicile par camion citerne (en haut).

...la-bas les bidonvilles sans avenir dans lesquels vit entassée la majorité des pauvres.

pas d'eau et qu'il fallait marcher des heures pour en trouver un peu. «Aujourd'hui, je suis membre du comité de gestion de l'eau que la CAMEP a créé et j'ai suffisamment d'eau pour me laver et faire ma lessive». En effet, un projet a été lancé dans les quartiers défavorisés depuis huit ans environ; il est financé par l'Union européenne et réalisé par la CAMEP. Les points d'eau sont dorénavant gérés par des «Komite Dlo», la CAMEP a installé un «système de compteurs» et les comités lui versent une redevance mensuelle. Lionel paie aujourd'hui 35 centimes pour un seau de 5 gallons. «La qualité de vie de la population s'est vraiment améliorée», dit-il, «l'eau nous apporte beaucoup». Lionel vit avec sa femme et ses trois enfants en bas âge. Il ne travaille plus depuis que l'usine où il était engagé a fermé ses portes. Travailler la terre? Il sourit: «Je n'ai pas de terre, mon frère et moi avons dû vendre notre petite parcelle car nous devions aller à l'étranger. Malheureusement, mon frère va bien je crois, il m'écrit de temps en temps». «Envoie-t-il aussi de l'argent?» «Oui, bien sûr, sinon

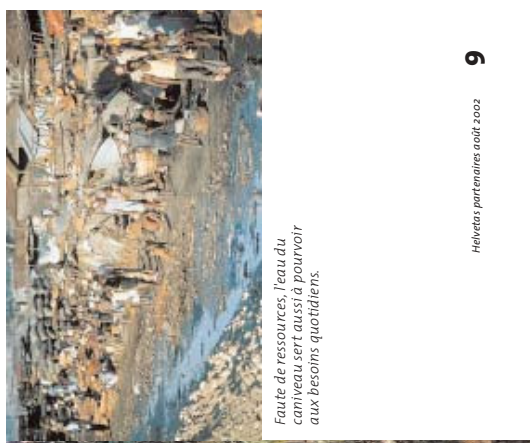
Survivre au quotidien

L'approvisionnement en eau en Haïti demeure archaïque. On n'applique pas de méthode récente pour capter et collecter l'eau; ainsi la récupération des eaux de pluie est pratiquement inexistante. Il faudrait des techniciens qualifiés, un suivi compétent des projets et un appui institutionnel, un encadrement des usagers dans les différents programmes. Les montagnes qui entourent Port-au-Prince sont dénudées: les pluies érodent les pentes et emportent la terre arable. Les montagnes vertes et boisées cèdent la place aux rochers où les «kombits», les chantiers des paysans lors des travaux agricoles communs, se sont tus. «Map jamba 7 pas dlo» («je dois traverser le fleuve 7 fois») est un proverbe créole qui signifie que le chemin est long et difficile pour atteindre un objectif. Les problèmes d'infrastructures ne représentent qu'une partie de la situation générale du pays, qui détient le revenu

le plus bas du continent américain. Mais comme les gens le disent si bien, il faut vivre cette réalité pour la comprendre: «roch nan dlo pa konnen doule roch nan soley» (la pierre dans l'eau ne connaît pas la douleur de la pierre sous le soleil).

En raison de la persistance de la crise politique, l'aide internationale a été gelée. Dans un pays qui produit de moins en moins, qui doit importer des articles de l'autre partie de l'île (de République dominicaine), dans un pays qui survit au quotidien, dont la majorité de la population est analphabète, il n'est pas non plus possible de compter sur les ressources du tourisme: les ressources culturelles existent mais cette force n'est pas mise en valeur et le patrioisme ne fait l'objet d'aucune mesure de protection. Les fonds marins sont pillés par des pirates, la faune se réfugie dans les pays voisins plus verdoyants. Le poumon vert de Port-au-Prince, la «Forêt des Pins», est en voie de disparition. La coupe des arbres y est interdite mais le feu est mis à la forêt pour gagner des surfaces. Les montagnes dont dépendent l'équilibre écologique de Port-au-Prince sont envahies de constructions sauvages, de logements de fortune. Les perspectives sont sombres. Pour redonner espoir aux millions d'habitants de la capitale, il faudrait des centaines de «Gouverneurs de la rosée»; il faudrait que les dimensions et la haine se dissipent, que les forêts soient reboisées, que des puits soient creusés, que les champs et que des centres de santé et des écoles soient ouverts. Il faudrait des centaines de «Gouverneurs de la rosée» pour redonner vie au pays.

Sandra Fourcand Dulyx est journaliste indépendante à Port-au-Prince ■



Faute de ressources, l'eau du caniveau sert aussi à pourvoir aux besoins quotidiens.